

Corruption et mauvaise gouvernance font le lit de la crise de l'euro

MONDE | Mis à jour le jeudi 1 décembre 2011 à 8h52

Diagnostic sans appel de l'ONG Transparency International : la corruption renforce la crise de la dette en Europe, estime-t-elle, soulignant la mauvaise position de l'Italie et de la Grèce dans son rapport annuel publié jeudi.

Et aussi

Finance Watch tente de réformer les marchés

La Belgique, reine des "arrangements"

Selon l'organisation, les difficultés économiques que traverse la zone euro sont "en partie liées à l'incapacité des pouvoirs publics à combattre la corruption et l'évasion fiscale qui comptent parmi les causes principales de la crise", selon le rapport. Selon son indice gradué de 0 (niveau de corruption perçue comme la plus forte) à 10, l'Italie reçoit ainsi la note de 3,9 et la Grèce, celle de 3,4, ce qui leur vaut de figurer respectivement aux peu enviables 69e et 80e places du classement établi par Transparency sur 182 pays. La France et l'Allemagne, en qui beaucoup placent l'espoir de la résolution des problèmes de la zone euro, se classent respectivement 25e et 14e.

Mauvaise gouvernance

La crise européenne "reflète une faible gestion financière, un manque de transparence ainsi qu'une mauvaise utilisation des fonds publics", a estimé Robin Hodess, directrice de recherche au sein de Transparency, interrogée par l'AFP. La Somalie et la Corée du Nord partagent la 182e et dernière place de ce classement et sont donc les pays perçus comme les plus corrompus, avec une note de 1,0. A l'autre bout de l'échelle, la Nouvelle-Zélande occupe la première place du classement, avec 9,5 points, devant trois pays nordiques, le Danemark (9,4), la Finlande (9,4), la Suède (9,3), et Singapour (9,2).

Environ deux tiers des pays de la liste ont des notes inférieures à 5, ce qui démontre, selon l'ONG, qu'il reste beaucoup à faire dans le cadre de la lutte anti-corruption. Pour construire son classement, qui ne reflète que la perception de la corruption, l'ONG s'appuie sur des données collectées par 13 institutions internationales, parmi lesquelles la Banque mondiale, les banques asiatique et africaine de développement ou encore le Forum économique mondial.

Belga